

Sept groupes armés déstabilisent le pays. Qui sont-ils ?



En mars 2013, la République Centrafricaine a sombré dans le chaos. Aujourd'hui, une grande partie de son territoire est toujours en proie à la violence. Sept groupes armés se partagent des morceaux de territoire.

Une grande partie du pays connaît encore des violences

Séléka

Une coalition rebelle à majorité musulmane ayant renversé le gouvernement de François Bozizé le 24 mars 2013. Alors que Michel Djotodia, était à la présidence, ses combattants ont fait régner la terreur dans tout le pays. Ils ont violé et assassiné de nombreux chrétiens mais aussi pillé et détruit leurs propriétés en tout impunité. La Séléka a officiellement été dissolue en septembre 2013 mais continue à propager la violence. Ce mouvement est désormais connu sous le nom d'ex-Séléka. Michel Djotodia a démissionné en janvier 2014.

FPRC (Front populaire pour la Renaissance de la RCA)

En juillet 2014, Michael Djotodia a été rétabli comme chef de l'ex-séléka, et sa faction a été rebaptisée Front populaire pour la Renaissance de la RCA. En 2014, Nouredine Adam en a pris le pouvoir et a exigé l'indépendance du Nord, à prédominance musulmane. Le 14 décembre 2015, il a proclamé la République autonome du Logone, avec Bria pour capitale du FPRC. L'État centrafricain a totalement perdu le contrôle de ce territoire.

UPC (Unité pour la paix)

L'un des généraux des FDRC (Forces armées congolaises), Ali Darras, a rejeté l'appel de Nouredine Adam pour l'indépendance du Nord et a formé l'Union pour la Paix en RCA. Son groupe se compose principalement de Peuls qui contrôlent Bambari, la deuxième plus grande ville prospère et stratégiquement située entre les régions dominées par les musulmans et les chrétiens.

3R

Le groupe Retour, Réclamation et Réhabilitation a été formé fin 2015. Aujourd'hui, il est dirigé par Sidiki Abbas. Composé majoritairement d'éleveurs musulmans, leur combat contre les anti-Balaka fait des ravages dans l'Ouest du pays. Jusqu'en décembre 2016, au moins 30 000 personnes dans la région de l'Ouham Pende ont été déplacées, ce qui a fragilisé les opérations de secours dans la région. Son quartier général est à Kouï.

Anti-Balakas

En septembre 2013, en réaction aux attaques de la Séléka, la population locale a formé des groupes d'autodéfense. Bien qu'assimilés au christianisme, ils sont animistes. L'Église s'en est fortement dissociée. Mais certains chrétiens se sont joints à eux lorsque le gouvernement et l'ONU n'ont pas réussi à les protéger.

MPC (Mouvement patriotique pour la Centrafrique)

En novembre 2016, Mahamat Al Khatim a réuni le FPRC (Front populaire pour la Renaissance de la RCA) et les anti-Balaka pour chasser l'UPC (Unité pour la paix) de Bambari dans la préfecture de Ouaka. Il a appelé cette alliance le Mouvement patriotique pour la Centrafrique. Tandis que les forces de l'ONU négociaient avec l'UPC pour quitter Bambari, elles ont dû combattre le FPRC, ayant même recours à des frappes aériennes. Finalement, ils ont réussi à faire sortir l'UPC de Bambari, mais le MPC et l'UPC continuent leur lutte pour leur territoire dans les régions environnantes. La violence s'est répandue dans plusieurs villes dont Bria, Alindao et Bangassou. On pense que les combattants du MPC se retourneront les uns contre les autres dès que l'UPC aura été expulsée.

LRA (L'Armée de résistance du Seigneur)

L'Armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony reste active dans le Sud-Est. L'ONU comptait sur les forces spéciales ougandaises et américaines pour le capturer, mais elle a suspendu cette campagne. Cela laissera probablement un autre vide que d'autres groupes rebelles chercheront à combler. La LRA a été accusée de meurtres, pillages et enlèvements dans le Sud-Est et en République démocratique du Congo.